

**Article 1er** : Il est créé sous l'autorité du ministre chargé de la Sécurité un service central dénommé Direction générale de la Police technique et scientifique.

**Article 2** : La Direction générale de la Police technique et scientifique a pour mission d'élaborer les éléments de la politique nationale en matière de police technique et scientifique et de veiller à la mise en œuvre de cette politique.

A ce titre, elle est chargée :

- d'effectuer des constatations techniques, de recherche, de prélever et de conditionner les traces et indices ;
- de fournir les preuves scientifiques aux services d'application de la loi par l'analyse des prélèvements ;
- d'élaborer et de gérer les bases de données des fichiers d'identification (empreintes digitales et génétiques) ;
- de favoriser l'échange d'information au plan national, sous régional et international pour lutter efficacement contre la criminalité et le terrorisme sous toutes ses formes.

**Article 3** : La Direction générale de la Police technique et scientifique est dirigée par un Directeur général nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du ministre chargé de la Sécurité.

Il est assisté d'un Directeur général adjoint nommé dans les mêmes conditions.

**Article 4** : Un décret pris en Conseil des Ministres fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction générale de la Police technique et scientifique.

**Article 5** : La présente loi, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

**Bamako, le 12 janvier 2018**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

-----

## **LOI N°2018-003/ DU 12 JANVIER 2018 RELATIVE AUX DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME**

**L'Assemblée nationale a délibéré et adopté en sa séance  
du 13 décembre 2017**

**Le Président de la République promulgue la loi dont la  
teneur suit :**

### **CHAPITRE I : OBJET ET DEFINITIONS**

**Article 1** : La présente loi a pour objet de fixer les règles relatives aux Défenseurs des Droits de l'Homme.

**Article 2** : Au sens de la présente loi, on entend par :

**Droits de l'Homme** : l'ensemble des facultés et prérogatives considérées comme appartenant naturellement à tout être humain dont le Droit Public s'attache à imposer à l'Etat le respect et la protection en conformité avec certains textes de portée universelle ;

**Libertés publiques /fondamentales** : les droits de l'homme définis, reconnus et protégés par la constitution et les traités et conventions dûment ratifiés par le Mali ; ils comprennent les droits civils et politiques, les droits économiques, sociaux et culturels, les droits à la paix, au développement, à un environnement sain, au patrimoine commun de l'humanité ;

**Défenseur des Droits de l'Homme** : toute personne qui, individuellement ou en groupe, agit ou cherche à agir pour promouvoir, protéger et réaliser les droits de l'homme et les libertés fondamentales aux niveaux local, national, régional et international ;

- les personnes ou groupes de personnes légalement constitués qui, sans but lucratif, promeuvent, protègent et défendent les droits de l'homme et les libertés fondamentales ;

- les institutions et organismes qui, dans le cadre de leur mission, travaillent à la promotion, à la protection et à la réalisation des droits de l'homme.

## **CHAPITRE II : DROITS ET DEVOIRS DES DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME**

### **SECTION I : DES DROITS DES DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME**

**Article 3** : Les Défenseurs des Droits de l'Homme ont le droit d'exercer librement toute activité de promotion, de défense et de protection des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales sur toute l'étendue du territoire national et dans le respect des lois et règlements.

A ce titre ils ont le droit, dans le cadre de l'exercice de leurs activités :

- de se réunir et de se rassembler pacifiquement ;
- de former des organisations, associations ou groupes non gouvernementaux, de s'y affilier et d'y participer ;
- de communiquer avec des personnes ou des associations qui poursuivent les mêmes buts, qu'elles soient gouvernementales, non gouvernementales ou intergouvernementales ;
- de rechercher et d'obtenir des informations sur les Droits de l'Homme et les libertés fondamentales et de les conserver ;
- de publier, de communiquer et de diffuser librement leurs idées et informations sur les Droits de l'Homme et les libertés fondamentales ;
- d'évaluer l'effectivité des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales et d'attirer l'attention du public sur la question par tous les moyens appropriés.

**Article 4 :** Les Défenseurs des Droits de l'Homme ont le droit de soumettre aux organes et institutions de l'Etat ainsi qu'aux organismes s'occupant des affaires publiques des critiques et propositions touchant l'amélioration de leur fonctionnement et de signaler tout aspect de leur travail qui risque d'entraver la promotion, la protection et la réalisation des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

**Article 5 :** Les Défenseurs des Droits de l'Homme ne peuvent être poursuivis, recherchés, arrêtés, détenus ou jugés pour les opinions émises et les rapports publiés dans le cadre de leurs activités.

**Article 6 :** Le siège et le domicile des Défenseurs des Droits de l'Homme sont inviolables. Sauf en cas de flagrant délit, il ne peut y être effectué ni perquisition, ni arrestation sans autorisation expresse du Procureur de la République et ce, après information du ministre chargé des Droits de l'Homme.

**Article 7 :** Conformément aux procédures et instruments internationaux applicables, les Défenseurs des Droits de l'Homme ont le droit de s'adresser sans restriction aux organes internationaux compétents pour soumettre, recevoir et examiner des communications relatives aux Droits de l'Homme.

**Article 8 :** Les Défenseurs des Droits de l'Homme, individuellement ou en groupe, ont le droit de solliciter, recevoir et utiliser des ressources, provenant de sources nationales et internationales licites, dans le but d'accomplir leurs activités de promotion et de protection des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

## **SECTION II : DES DEVOIRS DES DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME**

**Article 9 :** Dans l'exercice de leurs activités, les Défenseurs des Droits de l'Homme, individuellement ou en groupe, sont tenus de respecter la Constitution, les engagements internationaux, les lois et règlements en vigueur. Ils sont astreints à un devoir d'impartialité, de respect du droit d'autrui, de sauvegarde de la sécurité publique et de l'intérêt général.

**Article 10 :** Les Défenseurs des Droits de l'Homme ont l'obligation de contribuer à la sauvegarde de la démocratie, à la promotion et à la défense des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

Ils doivent s'abstenir de participer à des violations de Droits de l'Homme et des libertés fondamentales.

## **CHAPITRE III : DES OBLIGATIONS DE L'ETAT**

**Article 11 :** L'Etat a l'obligation, dans la limite des moyens disponibles, de promouvoir et de protéger tous les Droits de l'Homme et libertés fondamentales, y compris ceux des Défenseurs des Droits de l'Homme.

**Article 12 :** L'Etat est tenu d'adopter toutes les mesures législatives et réglementaires pour assurer la réalisation effective des droits annoncés à l'article précédent.

**Article 13 :** L'Etat a l'obligation de faciliter aux Défenseurs des Droits de l'Homme l'exercice de leurs activités notamment par :

- l'accès aux lieux de détention et de privation de liberté dans le respect des lois et règlements en vigueur ; ils doivent avoir accès aux détenus dans les mêmes conditions ;
- l'accès aux informations et documents nécessaires à l'exercice de leurs activités, à leur demande et dans un délai raisonnable ;
- l'information de l'opinion sur tout cas de violation des Droits de l'Homme ;
- le développement et la mise en œuvre de politiques et de mesures pour promouvoir, soutenir et renforcer la capacité des Défenseurs des Droits de l'Homme à promouvoir et à protéger les Droits de l'Homme et les libertés fondamentales.

**Article 14 :** L'Etat doit garantir la confidentialité des sources d'information des Défenseurs des Droits de l'Homme.

**Article 15 :** L'Etat doit protéger les Défenseurs des Droits de l'Homme, les membres de leurs familles et leurs collaborateurs lorsqu'ils sont confrontés à une situation de risque ou de danger dans l'exercice de leurs activités.

**Article 16 :** L'Etat assure la protection de tout Défenseur des Droits de l'Homme se trouvant sur son territoire. A ce titre, il s'abstient d'extrader un Défenseur des Droits de l'Homme vers un pays où il risque d'être persécuté ou d'être soumis à la torture ou à des traitements cruels inhumains et dégradants.

**Article 17 :** L'Etat doit veiller à ce que les violations commises contre un Défenseur des Droits de l'Homme soient punies conformément aux lois et règlements en vigueur.

## **CHAPITRE IV : DISPOSITIONS SPECIFIQUES**

**Article 18 :** La femme défenseure des Droits de l'Homme bénéficie d'une protection contre toute sorte de violences, menaces et discrimination liées à son statut de femme défenseure des Droits de l'Homme et ce, conformément aux instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux relatifs à la protection de la femme.

**Article 19 :** La personne handicapée défenseure des Droits de l'Homme bénéficie d'une protection spéciale adaptée à sa situation.

## **CHAPITRE V : DISPOSITIONS FINALES**

**Article 20 :** Un décret pris en Conseil des Ministres fixe les modalités d'application de la présente loi.

Bamako, le 12 janvier 2018

Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA

-----

**LOI N°2018-004/ DU 12 JANVIER 2018 PORTANT RATIFICATION DE L'ORDONNANCE N° 2017-035/ P-RM DU 27 SEPTEMBRE 2017 PORTANT CREATION DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES DES ARMEES**

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté en sa séance du 13 décembre 2017

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**Article Unique** : Est ratifiée l'Ordonnance n° 2017-035/ P-RM du 27 septembre 2017 portant création de la Direction des Ressources Humaines des Armées.

Bamako, le 12 janvier 2018

Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA

-----

**LOI N°2018-005/ DU 12 JANVIER 2018 PORTANT RATIFICATION DE L'ORDONNANCE N° 2017-029/ P-RM DU 07 SEPTEMBRE 2017 AUTORISANT LA RATIFICATION DE L'ACCORD DE FINANCEMENT, SIGNE A BAMAKO LE 1er AOUT 2017, ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU MALI ET L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT (IDA), POUR LE FINANCEMENT DU PROJET D'AMELIORATION DE L'ACCESSIBILITE RURALE (PAAR)**

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté en sa séance du 13 décembre 2017

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**Article Unique** : Est ratifiée l'Ordonnance n° 2017-029/ P-RM du 07 septembre 2017 autorisant la ratification de l'Accord de financement, signé à Bamako le 1er août 2017, entre le Gouvernement de la République du Mali et l'Association internationale de Développement (IDA), pour le financement du Projet d'Amélioration de l'Accessibilité rurale (PAAR).

Bamako, le 12 janvier 2018

Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA

**LOI N°2018-006/ DU 12 JANVIER 2018 AUTORISANT LE GOUVERNEMENT A PRENDRE CERTAINES MEURES PAR ORDONNANCES**

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté en sa séance du 15 décembre 2017

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**Article 1er** : Le Gouvernement est autorisé, entre la clôture de la session ordinaire de l'Assemblée nationale ouverte le 02 octobre 2017 et l'ouverture de la session ordinaire d'avril 2018, à prendre, par ordonnances les mesures qui sont normalement du domaine de la loi, notamment :

- la création, l'organisation et le contrôle des services et organismes publics ;
- l'organisation de la production ;
- les statuts du personnel ;
- les traités et accords internationaux.

**Article 2** : Les ordonnances prises dans le cadre de la présente loi deviennent caduques si les projets de loi de ratification ne sont pas déposés sur le Bureau de l'Assemblée nationale avant le 02 avril 2018.

Bamako, le 12 janvier 2018

Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA

-----

**LOI N°2018-007/ DU 16 JANVIER 2018 PORTANT STATUT DU PERSONNEL ENSEIGNANT DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE, DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL ET DE L'EDUCATION PRESCOLAIRE ET SPECIALE**

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté en sa séance du 12 janvier 2018

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES**

**CHAPITRE UNIQUE : DU CHAMP D'APPLICATION**

**Article 1er** : La présente loi porte sur le statut du personnel enseignant de l'Enseignement secondaire, de l'Enseignement fondamental et de l'Education préscolaire et spéciale.

Le présent statut est applicable au personnel enseignant dans les emplois de l'Enseignement secondaire général, de l'Enseignement technique et professionnel, de l'Enseignement normal, de l'Enseignement fondamental et de l'Education préscolaire et spéciale.